

Bolivie : les affrontements imminents

mardi 12 novembre 2019, par [TERUGGI Marco](#) (Date de rédaction antérieure : 11 novembre 2019).

Bolivie : la lutte va continuer

« La lutte continue » a conclu Evo Morales dans un discours qui restera dans l'histoire. Le président élu a démissionné après des semaines d'une escalade de la violence qui, ces dernières heures, annonçait un résultat inévitable. « Nous avons arrêté pour qu'ils ne continuent pas à brûler, nos familles sont intimidées et menacées, c'est pourquoi nous nous sommes arrêtés », a-t-il déclaré à Chapare , après avoir décollé de la ville d'El Alto dans l'après-midi.

Quand les mots ont été connus, des klaxons et des rugissements ont retenti dans les rues du centre-ville de La Paz, dans le cadre de la célébration de ceux qui ont procédé aux mobilisations pour le renversement de Morales. Dans les allées, des caravanes de voitures arboraient des drapeaux de la Bolivie, des câlins, un coup d'euphorie érigé en démocratie par leurs dirigeants et leurs partisans.

J torchis avec Morales a démissionné vice - président Alvaro Garcia Linera, qui lui a parlé. Cela a conduit à une escalade qui a entraîné la fin du discours du commandant général des forces armées boliviennes, Willimas Kaliman, « suggéré » au président de démissionner de son mandat.

La déclaration de Kaliman est arrivée au moment où la scène semblait sur le point d'être consommée. Les deux derniers jours avaient été marqués par le déploiement de violences liées au coup d'État qui avaient incendié les maisons des dirigeants du processus de changement , menacé ceux qui restaient au gouvernement et attaqué les médias publics.

Déjà le centre de La Paz était occupé par des opposants depuis samedi matin et à partir de ce jour jusqu'à la démission d'Evo Morales, les images des opposants se sont multipliées avec des policiers armés dans les rues de La Paz et dans différentes villes du pays. .

L'avancée du coup d'Etat semble ne plus rencontrer d'obstacle et l'acte symbolique intervient quelques minutes avant le discours de Morales : Luis Fernando Camacho, leader du processus du coup d'État, présenté comme « civique » par les médias, entre dans le Burned Palace - old siège du gouvernement - où il a placé sur le sol un drapeau de la Bolivie et une bible.

L'annonce faite par Morales n'était alors qu'une question de temps. L'offensive du coup d'Etat avait déjà pris les principales places et les démissions d'officiels suivaient, la majorité menacée et persécutée.

La démission de Morales et Linera a été suivie de persécutions : les autorités du tribunal suprême électoral, María Eugenia Choque et Antonio Costas, ont été arrêtées et menottées par la police, dans un scénario de succession d'images et d'informations mêlant confusion, militarisation, et le coup d'euphorie avec des cris et des évocations de la démocratie et de Dieu.

Après les annonces de Chapare, a démissionné la présidente du Sénat, Adriana Salvatierra, qui a dû assumer la présidence. La même chose s'est produite avec qui doit continuer, le premier vice-

président, ouvrant un scénario de questions qui résulteront du réarrangement mené par la police nationale, les forces armées, les putschistes, les hommes d'affaires qui ont financé et ceux qui ont soutenu le mouvement. Invalidation des élections dès le premier moment : le gouvernement américain.

Dans ce contexte , les allégations relatives à la sécurité d'Evo Morales ont suivi, dénonçant l'existence d'un « mandat d'arrêt illégal » à son encontre et affirmant que son domicile avait été agressé par des groupes violents. La situation de Morales se répète dans le cas de plusieurs dirigeants et militants du processus de changement menacés de persécution.

Marcelo Ebrard, secrétaire aux relations extérieures du Mexique, a annoncé avoir reçu « 20 personnalités des pouvoirs exécutif et législatif de la Bolivie dans la résidence officielle de La Paz, c'est pourquoi nous offririons également l'asile à Evo Morales », et a demandé que l'intégrité de Le siège de l'ambassade.

Les dénonciations internationales concernant ce qui était un coup d'État se sont multipliées sur le continent et dans le monde, de la part de Lula Da Silva, Cristina Fernández de Kirchner, Alberto Fernández, Nicolás Maduro, Gustavo Petro, Pablo Iglesias et Jeremy Corbyn. comme de nombreux mouvements sociaux et partis politiques.

Les gouvernements de droite du continent, tels que Mauricio Macri, Sebastián Piñera ou Iván Duque, ont au contraire gardé le même silence que lors de la montée du coup d'État.

Le résultat de dimanche a alors été l'accumulation d'une série d'actions offensives d'une stratégie de coup d'État qui n'a jamais eu l'intention de tenir un second tour ou de trouver un terrain d'entente pour mettre fin aux violences qu'il a proclamées, organisées et déployées. L'objectif était de renverser le gouvernement et cet objectif a été atteint.

Un scénario de questions s'ouvre désormais, à savoir à la fois qui assumera la présidence et le moment des élections. L'autre grande question est : que feront les mouvements qui soutiennent Evo ? Bien que certains dirigeants aient rejoint le coup d'Etat, la majorité ne l'a pas fait.

En fin d'après-midi, les premières manifestations ont été entendues pour défendre le processus de changement.

Evo Morales a écrit la nuit sur son compte Twitter pour confirmer que sa démission était telle que « Mesa et Camacho ne continuent pas de persécuter, d'enlever et de maltraiter mes ministres, les dirigeants syndicaux et leurs familles ».

Et il a déclaré : « Je veux que le peuple bolivien sache que je ne dois pas m'échapper pour prouver que je vole quelque chose. Si vous dites que nous n'avons pas travaillé, voyez les milliers d'œuvres construites grâce à la croissance économique. Les humbles, les pauvres qui aiment le pays vont continuer cette lutte. »

Marco Teruggi

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Marco Teruggi, Pagina 12

<http://alter.quebec/bolivie-les-affrontements-imminents/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)